

La « démocratie », version Union européenne



[Source : voltairenet.org]

[Illustration : Le 15 mai 2024, le Premier ministre slovaque, Robert Fico, grièvement blessé, est évacué par ses gardes du corps.]

Par Thierry Meyssan

L'Union européenne présente l'élection des eurodéputés et celle du président de la Commission comme des manifestations de son caractère démocratique. Pourtant tout ceci n'est qu'un théâtre d'ombres. L'essentiel a déjà été discuté ailleurs, sans que nul n'en entende parler. Cette mise en scène devrait suffire à faire accroire que la pièce, déjà écrite, surgit soudainement de la volonté populaire.

Alors que l'Union européenne s'apprête à se transformer en un État unique, son évolution politique prend un pas autoritaire.

L'élection des eurodéputés et du président de la Commission est déjà écrite

L'élection des eurodéputés s'annonce délibérément confuse. Il n'existe toujours pas de partis politiques à l'échelle européenne, bien que l'on en parle depuis cinquante ans et qu'on les ait inscrits dans les traités, mais uniquement des coalitions européennes de partis nationaux, ce qui n'est pas du tout la même chose. Ces coalitions présentent chacune un Spitzenkandidat, littéralement une « tête de liste », qui ne sont pas candidats au Parlement et ne figurent sur aucune de leurs listes nationales. Cinq d'entre eux débattront en eurovision de leur projet pour présider la Commission européenne. Il s'agit de :

- Walter Baier, Gauche européenne ;
- Sandro Gozi, Renouveler l'Europe maintenant ;
- Ursula von der Leyen, Parti populaire européen ;
- Terry Reintke, Verts européens ;
- Nicolas Schmit, Parti socialiste européen.

Le groupe « Identité et démocratie » n'a pas été invité à ce show. Car les cinq groupes précédents ont une conception particulière de la démocratie. Ils

considèrent qu'Identité et démocratie ne joue pas le même jeu qu'eux et donc, refusent de débattre avec lui.

Ce débat n'aura pas lieu en studio, mais dans l'hémicycle du Parlement ; un décor qui en impose. La présidente du Parlement, Roberta Metsola, a profité de ce que les élus sont en campagne électorale pour accorder ce décor aux producteurs, sans prévenir les parlementaires. Beaucoup auraient eu leur mot à dire.

Il aura lieu en langue anglaise. C'est une autre subtilité de l'Union : chaque État membre a le droit de demander que tous les documents officiels soient traduits dans une langue de son choix. L'Union dispose donc de 23 langues officielles pour 27 États membres, soit 552 combinaisons linguistiques possibles. Mais aucun État n'a demandé que l'anglais soit une des langues de l'Union. Malte, par exemple, qui a fait de l'anglais l'une de ses deux langues officielles, a préféré que ce soit le maltais qui soit utilisé à Bruxelles. Pourtant, l'anglais est devenu, de facto, la 24^e langue de l'Union et la seule commune à tous. Cela n'a évidemment aucun rapport avec le fait que l'UE soit, non pas un projet européen, mais un projet anglo-saxon.

Au demeurant, cet étrange débat importe peu puisque chacun sait que le président de la Commission sera probablement choisi en dehors de ce cénacle : ce devrait être le banquier Mario Draghi¹. Ce n'est pas impossible puisqu'en 2019, Ursula von der Leyen n'a pas participé à ce débat et est pourtant devenue présidente de la Commission.

Comprenez bien : certes Mario Draghi a 76 ans, mais c'est l'ancien gouverneur de la Banque centrale européenne. Dans cette fonction, il a tout fait pour que l'euro devienne irréversible. Il est parvenu, « Whatever it takes » (en anglais dans le texte), à le sauver de la crise de la dette souveraine des années 2010. Il n'a résolu aucun problème et a aggravé le gouffre qui sépare les économies des États membres. D'un point de vue des États membres, c'est donc un incapable, mais pas de celui des banquiers d'affaires ; une caste qui a toujours été la sienne (il fut le numéro 2 de Goldman Sachs pour l'Europe).

La confirmation de l'enquête belge (Bruxelles), allemande (Mönchengladbach) et européenne pour corruption visant Ursula von der Leyen ne laisse plus la place au doute². Il devient urgent pour les Institutions de se débarrasser d'elle. De même, les parlementaires pris la main dans le sac ont été discrètement mis sur la touche, dont la vice-présidente Eva Kaili. Il faut donner l'impression que l'administration de l'Union est honnête et qu'elle est au service des « citoyens » (sic) ; impression, car dans la réalité, il n'y a ni peuple européen, ni citoyens, comme l'atteste l'absence de partis européens.

Les choix de l'UE sont déjà faits

L'Union, qui est une structure politique allant bien au-delà du « marché commun » initial, doit faire face à plusieurs défis extérieurs :

Elle a signé plusieurs accords de libre-échange avec des États ou des blocs qui ne respectent pas ses règles internes. L'équilibre de la concurrence, qui était établi via un système complexe de subventions, n'est donc plus assuré, vu qu'il n'existe aucun système financier comparable à l'échelle globale³. À défaut de lier le fait de commercer avec un tiers à son respect des règles internes de l'Union, elle l'a lié à son respect des Droits de l'homme. Or deux de ses partenaires commerciaux posent de très graves problèmes, sans que l'UE réagisse.

- Israël ne respecte aucune des résolutions des Nations unies le concernant depuis 76 ans. En outre, il vient de débiter un nettoyage ethnique de la Palestine, massacrant environ 50 000 civils et en blessant environ 100 000 autres.
- L'Ukraine, dont la constitution est explicitement raciste, a opéré deux coups d'État successifs (2004 et 2014). Elle a depuis élu son président, mais le mandat de celui-ci prend fin aujourd'hui, 21 mai 2024. Aucune élection n'a été convoquée et onze partis politiques d'opposition ont été interdits.

Au cours des dernières semaines, l'UE n'a pas avancé d'un iota face aux accords de libre-échange qu'elle a signé en violation de ses règles internes. À ses yeux, il suffit d'attendre pour que le problème disparaisse : d'ici quelques années, les secteurs agricoles touchés auront disparu.

Par contre, elle a annoncé soutenir une solution pour la Palestine, mais poursuit par ailleurs son aide au régime non démocratique de Volodymyr Zelensky.

- Sur le premier point, l'UE semble impatiente de reconnaître la Palestine comme membre de plein droit aux Nations unies. Elle précise qu'elle ne soutient pas le plan de l'envoyé spécial de l'ONU, le comte Folke Bernadotte (assassiné en 1949), mais qu'elle se réfère au plan de la Commission coloniale présidée par William Peel : il devrait y avoir deux États distincts et surtout pas un État binational où les juifs et les Arabes seraient égaux en droit.
- Concernant l'Ukraine, l'UE persiste à ignorer les accords de Minsk, avalisés par la résolution 2202 du Conseil de sécurité de l'ONU, et la responsabilité de protéger qui en découle. Aussi, non seulement ne félicite-t-elle pas la Russie pour avoir mis fin au massacre des russophones du Donbass, mais elle persiste à l'accuser d'avoir envahi son voisin.

En matière de Défense et de Politique étrangère, les positions de l'UE sont exactement celles du G7, auquel elle participe. Il n'y a aucun cas où elle en diffère, ou même simplement où elle émette une nuance. L'UE se dote donc actuellement d'une industrie de fabrication d'armes et coordonne chaque pays de sorte qu'elle approvisionne en continu le gouvernement de Kiev. Jusqu'en 2022 (opération spéciale de l'armée russe en Ukraine), l'UE ne se mêlait pas des questions de Défense. En effet, les Traités européens stipulent que ce n'est pas de son ressort. La Défense du territoire de l'Union ne dépend pas de ses États membres, mais de l'OTAN, qu'ils en soient membres ou pas.

Cependant, de manière permanente, l'Alliance atlantique définissait des normes d'interopérabilités entre ses membres qu'elle transmettait à la

Commission européenne, laquelle les faisait adopter par le Parlement. Elles étaient alors retranscrites en droit national par chacun des 27 États membres. Ces normes allaient de la composition du chocolat (il y a une barre de chocolat dans la ration des soldats de l'Alliance) à la largeur des grands axes de circulation (afin de pouvoir les emprunter avec des chars états-unis).

La Commission n'a pas eu de difficulté à s'emparer des questions d'armement. Elle l'avait déjà fait pour les médicaments durant l'épidémie de Covid. Notez bien que la généralisation de ces médicaments n'a pas fait la preuve de son utilité face à la Covid-19. Là n'est pas le problème. Il ne s'agissait pas d'une épidémie dévastatrice, mais d'un prétexte à un exercice de mobilisation dans lequel chaque puissance a montré ce qu'elle pouvait obtenir. De ce point de vue, la Commission a prouvé qu'elle pouvait s'emparer d'un thème qui n'était pas de son ressort et qu'elle pouvait même conclure des contrats gigantesques au nom de ses membres sans leur dévoiler le secret de ses négociations.

Lorsque l'UE sera devenue un État unique, la Commission devrait faire preuve de la même habileté et plus encore, puisque son action ne sera plus entravée par les 27 États membres. Ils auront disparu. Après cette fusion, le banquier Mario Draghi devrait réaliser des « économies d'échelle ». Par exemple : il est inutile de gaspiller en ambassades pour chaque État membre, un seul réseau suffit pour l'État unique. Tant qu'à faire, les privilèges des uns seront mis au service de tous. Par exemple, le siège permanent des Français au Conseil de sécurité des Nations unies reviendra à l'Union. Ou encore, la Bombe atomique française sera remise à la Défense de l'Union. Les États neutres, tels que l'Autriche, auront de toute manière disparu.

Ce qui est vrai en matière politique l'est aussi en matière économique. Mario Draghi préconise depuis longtemps déjà une réorganisation de l'économie de l'UE selon le modèle soviétique : à chaque région sa spécificité. C'est d'ailleurs en misant sur cette évolution que l'UE a conclu les accords de libre-échange auquel je faisais référence au début de cet article. Si l'élevage restera une particularité de la Pologne, les Pays-Bas ont pris de l'avance en mettant au chômage autoritairement leurs paysans et la France ne devra plus tarder à consacrer ses talents à d'autres tâches.

L'élimination des obstacles

Le véritable obstacle à la création d'un État unique ne peut venir que des États membres refusant de disparaître. Il réside dans le Conseil des chefs d'États et de gouvernements.

Deux points de vue diamétralement opposés et inconciliables se font face. Les deux extrêmes étant dans l'ancienne Tchécoslovaquie : la Tchéquie est gouvernée depuis un peu plus d'un an par le général Petr Pavel, ancien président du Comité militaire de l'OTAN. Son programme est celui du G7 (affirmation d'un monde régi par des règles⁴, endiguement de la Russie, soutien aux nationalistes intégraux ukrainiens, préparation de l'affrontement

avec la Chine). Au contraire, la Slovaquie est gouvernée depuis six mois par Robert Fico. L'alliance sur laquelle il s'appuie comprend certes quelques nostalgiques du père Jozef Tiso qui établit, sous la protection des nazis, un régime national-catholique durant la Seconde Guerre mondiale. Plus sérieusement, elle est fondée sur les partisans de l'indépendance vis-à-vis de l'URSS qui ne se reconnaissait pas dans la figure de Václav Havel, l'agent de la CIA qui prit le pouvoir à l'occasion d'une révolution colorée, la « révolution de velours ». Ancien communiste, Robert Fico distingue la Russie de l'URSS. Il défend un monde organisé autour du Droit international (et non pas des « règles » du G7). Il a pris position pour la résolution 2202 du Conseil de sécurité et par conséquent a approuvé l'intervention de la Russie en Ukraine. Il est le seul et unique dirigeant de l'Union à avoir tenu cette position (la Hongrie de Viktor Orbán évite d'aborder ce sujet).

Il y a quelques jours, le problème a été réglé : le 15 mai 2024, un individu a tiré cinq coups de feu à bout portant sur lui. Robert Fico a immédiatement été évacué (photo). Il a déjà été opéré deux fois et ses jours ne sont plus en danger. Le débat qu'il animait au sein du Conseil est interrompu. Il ne devrait pas reprendre.

L'Histoire de l'UE est déjà écrite. Ce qui est merveilleux avec ce projet, c'est qu'au fur et à mesure qu'il s'accomplit, on découvre pourquoi Bruxelles a imposé des règles et des faits qui n'avaient aucun sens lorsqu'ils ont été arrêtés, mais en prennent un désormais.

Le grotesque débat des Spitzenkandidaten, en anglais et dans un décor grandiose, mais sans enjeu, aura joué son rôle : occuper les foules pendant que les gens qui comptent décident de leur avenir dans l'ombre. Ceux qui s'opposent au projet d'État unique seront éliminés.

1 « Paris 2024 et Berlin 1936 au service d'un impossible rêve impérial », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 30 avril 2024.

2 « L'affaire von der Leyen », Réseau Voltaire, 1er avril 2024.

3 « L'Union européenne contre les paysans », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 27 février 2024.

4 « Quel ordre international ? », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 7 novembre 2023.